

Monsieur le Directeur, Madame la Maire, Mesdames et Messieurs les représentants de la Mairie de Paris, Mesdames et Messieurs les membres de l'administration et du CDEN,

Cette instance se tient dans un contexte politique, budgétaire et climatique qui pèse lourdement sur les conditions d'exercice de nos collègues et sur l'avenir du service public d'éducation. La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Paris réaffirme l'urgence d'un dialogue social transparent, ancré sur les réalités de terrain et non sur de simples ajustements comptables.

La rentrée 2026 se fera sous le signe de l'austérité budgétaire. En effet, l'analyse des documents préparatoires pour la rentrée 2026 (RS2026) confirme nos craintes. L'académie de Paris prévoit une nouvelle baisse d'effectifs avec 47 599 élèves attendus en collège, contre 49 140 constatés à la rentrée 2025, soit une perte de plus de 1 500 élèves. Encore une fois, pour la CFDT, cette baisse démographique devrait être l'opportunité de réduire les effectifs par classe et de favoriser la mixité scolaire et sociale dans l'académie la plus ségréguée de France, au lieu de servir de justification à des suppressions de moyens.

D'ailleurs, le bilan pour l'académie de Paris est sans appel : une suppression de 120 Équivalent Temps Plein, dont 92 postes en moins pour les collèges et 60 pour les lycées (GT, LP et EREA). La Dotation Horaire Globale (DHG) totale des collèges chute ainsi de 63 259 heures en 2025 à 61 493 heures pour la rentrée 2026. Nous dénonçons une nouvelle fois le traitement asymétrique de cette baisse démographique entre le public et le privé sous contrat, dont les moyens semblent davantage sanctuarisés au détriment du service public sans véritable contrôle de ses pratiques pédagogiques ni de sa politique de recrutement.

Nous vivons une crise d'attractivité et une dégradation du climat social confirmée par le Rapport Social Unique (RSU) qui met en lumière une situation alarmante pour les personnels. Les fermetures de postes continuent de bloquer le mouvement intra-académique, empêchant toute fluidité et décourageant les collègues, notamment les plus jeunes. Le nombre de démissions reste à un niveau préoccupant avec une moyenne annuelle de 593 départs sur les trois dernières années. En 2025, la démission est même devenue le premier motif de cessation définitive de fonctions (37,6 % des départs), touchant majoritairement des femmes jeunes (moyenne d'âge de 37 ans) notamment en milieu de carrière. Les refus répétés de mobilité interacadémique ou interdépartementales poussent également certains collègues à envisager une démission ou à chercher des solutions détournées pour quitter une académie qui n'offre finalement que peu d'avantages.

Parallèlement, la lecture du RSU confirme les nombreuses remontées que nous font les collègues, à savoir une nette dégradation du bien-être au travail : hausse des signalements de risques psychosociaux, des sanctions disciplinaires et une explosion de l'activité contentieuse, des demandes de protections fonctionnelles ignorées. Si nous saluons la progression des signalements sur les plateformes dédiées (VSS et VDHA), passant de 31 à 112 saisines en un an, cela confirme l'ampleur des violences, dont les femmes sont les premières victimes (83 %).

D'autre part, l'école inclusive reste un défi majeur que l'institution ne peut relever sans moyens supplémentaires. Les personnels, notamment les AESH, subissent une précarité inacceptable face à l'explosion des demandes. La CFDT s'est associée aux autres organisations syndicales en se mobilisant le 9 juin dernier afin d'obtenir pour eux un statut de fonctionnaire de catégorie B et une rémunération à la hauteur de leurs missions. De plus, nous nous inquiétons de la mise en place de nouveaux PAS à la prochaine rentrée alors que les deux PAS actuels n'ont pas été employés de façon satisfaisante.

Enfin, nous ne pouvons ignorer l'urgence climatique. Les épisodes caniculaires récents et inévitablement à venir, avec des températures dépassant les 38°C dans les classes, mettent en péril la santé des élèves et des agents. Nous demandons solennellement à la ville de Paris et à la région un planning pluriannuel ambitieux d'adaptation du bâti scolaire. Nous demandons la prise de décisions suffisamment anticipées pour éviter la gestion dans l'urgence, comme celle de la préparation au DNB qui a conduit les personnels des collèges parisiens à monter à la hâte des dizaines de ventilateurs la veille du brevet jusqu'à des heures tardives. Nous exigeons également que les malaises liés à la chaleur soient automatiquement reconnus comme accidents de service et que les droits de retrait exercés pour protéger la santé ne soient pas assimilés à des jours de grève.

C'est en portant ces exigences d'équité sociale et de moyens budgétaires à la hauteur des enjeux que la CFDT continuera d'œuvrer pour un service public d'éducation de qualité.

Je vous remercie pour votre écoute.